



FRANCE

63^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations Unies

**Points 44 et 107
Réunion plénière sur la Responsabilité de Protéger**

**Intervention prononcée par M. Jean-Pierre LACROIX, Chargé d'Affaires a.i.,
Représentation la France auprès des Nations Unies**

New York, 23 juillet 2009

(Vérifier au prononcé)

* *
*

63th session of the United Nations General Assembly

**Item 44 and 107
Plenary meeting on the Responsibility to Protect**

**Speech delivered by Mr. Jean-Pierre LACROIX, Chargé d'Affaire a.i.,
Permanent Mission of France to the United Nations**

New York, 23rd July 2009

(Check against delivery)

Monsieur le Président,

En 2005, les chefs d'Etat et de gouvernement réunis dans le cadre du Sommet mondial ont voulu s'assurer que plus jamais, nous ne reverrions dans le monde des atrocités de masse, ces crimes d'une envergure et d'une cruauté intolérables, tels que le 20^{ème} siècle en a trop connus. Ils ont défini pour cela, d'un commun accord et par consensus, le principe de la responsabilité de protéger, qui nous réunit aujourd'hui.

Ce principe de responsabilité de protéger s'inscrit dans la lignée d'autres réflexions et cadres juridiques. Tant par sa dimension préventive que par son aspect opérationnel qui peut notamment, si nécessaire, conduire à une action collective sous chapitre VII, il est un élément clef de la lutte contre les atrocités de masse, au même titre que le droit humanitaire international, le droit international des droits de l'homme et la justice pénale internationale.

Son émergence a été permise, permettez-moi de le rappeler, par le saut conceptuel que fut dans les années 1990 l'apparition du droit d'ingérence humanitaire au bénéfice des victimes, tel que formulé par la France et par Bernard Kouchner, et qui fut entériné par plusieurs résolutions de l'Assemblée Générale. La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, dont nous venons de célébrer le 60^{ème} anniversaire, a également ouvert la voie à la responsabilité de protéger.

La responsabilité de protéger n'est pas un concept géographiquement connoté, qui serait le fruit de la seule volonté des Etats développés. Il est, faut-il le rappeler, le résultat de la réflexion d'éminentes personnalités provenant de tous les continents. J'en veux également pour preuve le fait que l'Acte constitutif de l'Union africaine a, dès l'an 2000 et dans son article 4, posé le principe du droit de l'Union d'intervenir dans un Etat membre sur décision de la Conférence, dans certaines circonstances graves, à savoir les crimes de guerre, le génocide et les crimes contre l'humanité.

Dans les faits, les Etats, la communauté internationale et le système des Nations Unies contribuent à la mise en œuvre de la responsabilité de protéger depuis déjà de nombreuses années. Que ce soit au Kenya en 2008, ou dans l'ex-République yougoslave de Macédoine de 1992 à 1999, la communauté internationale a montré qu'il était possible d'éviter le pire, par une mobilisation de l'ensemble des acteurs. Le Conseil de sécurité a également réaffirmé à deux reprises, en 2006, les dispositions des paragraphes 138 et 139 du Document final du sommet de 2005, dans ses résolutions 1674 relative à la protection des civils et 1706 sur la crise au Darfour. La résolution 1674 du CSNU sur la protection des civils a permis l'intégration de la problématique des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans une dizaine d'opérations de maintien de la paix, permettant ainsi d'éviter des atrocités de masse.

La responsabilité de protéger existe donc déjà largement. Elle est reconnue comme un principe universel par nos chefs d'Etat et de gouvernement depuis bientôt quatre ans. Nous ne sommes donc pas réunis ici pour discuter de la définition de ce concept, mais bien pour débattre des moyens de renforcer sa mise en œuvre et son respect, comme nous y invite le Secrétaire général dans son rapport.

Monsieur le Président,

La France accueille favorablement le rapport que M. le Secrétaire général nous a présenté il y a deux jours. Il nous paraît équilibré et pragmatique.

Le rapport évoque une approche à la fois étroite et approfondie, délimitant strictement la responsabilité de protéger aux quatre crimes énumérés par le document final de 2005 : génocide, crimes de guerre, nettoyage ethnique et crimes contre l'humanité. La France restera par ailleurs attentive à ce que les catastrophes naturelles, associées à l'inaction délibérée d'un gouvernement qui refuse d'apporter assistance à sa population en détresse ou faire appel à l'aide humanitaire internationale, ne puissent conduire à un drame humain que la communauté internationale ne pourrait qu'observer en spectatrice.

La France salue la place importante consacrée par le rapport à l'action préventive. C'est une dimension capitale de la responsabilité de protéger, par la définition qu'elle donne à la souveraineté nationale, dont découlent pour les Etats des obligations durables envers leurs populations.

Le respect par les Etats des Droits de l'homme, du Droit international humanitaire et du Droit des réfugiés est la première étape d'une souveraineté responsable et de la prévention des quatre crimes précités. Nous appelons les Etats, comme les y invite le Secrétaire général dans son rapport, à adhérer pleinement aux instruments internationaux permanents relatifs à ces droits, et à collaborer avec les institutions qui y sont associées, en particulier le Haut-commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, le Conseil des Droits de l'homme et les procédures spéciales.

La lutte contre l'impunité fait également partie des dispositifs préventifs à même de prévenir les crimes de masse. La France encourage tous les Etats qui ne l'ont pas fait à devenir parties au Statut de Rome sur la Cour pénale internationale, et à mettre en place les mécanismes judiciaires nationaux à même d'assurer qu'aucun crime grave ne reste impuni.

La communauté internationale a un rôle à jouer dans le renforcement de la capacité des Etats, pour les aider à exercer une souveraineté responsable afin de protéger leurs populations. Le rapport liste toute une diversité de mécanismes internationaux et régionaux, souvent liés aux institutions déjà citées. Nous encourageons le système des Nations Unies à travailler en partenariat avec les Etats dans ce sens, et à intégrer la logique de la responsabilité de protéger dans leurs programmes.

De la même manière, l'aide au développement, à travers la promotion de la gouvernance démocratique et le respect de l'Etat de droit, participe pleinement de la mise en œuvre de la responsabilité de protéger.

Monsieur le Président,

La France partage le point de vue mis en exergue dans le rapport quant à l'équilibre des trois piliers. La responsabilité de protéger n'est pas limitée à la réponse à apporter à une situation de crise. Son succès dépend bien au contraire de notre capacité à tous à renforcer la prévention des crimes de masse. Mais la responsabilité de protéger ne serait pas complète s'il n'y avait ce qui lui donne tout son sens, à savoir le troisième pilier, la réaction de la communauté internationale lorsque l'un des quatre crimes est en passe ou en train d'être commis.

Cette réaction de la communauté internationale peut faire l'objet de multiples moyens, comme le montre le rapport. Elle ne se réduit pas à la seule action du Conseil de sécurité, même si celle-ci, telle que définie par la Charte des Nations Unies, est essentielle. Elle comprend également l'ensemble des mesures de règlement pacifique des différends prévues par les chapitres VI et VIII de la charte des Nations Unies.

Monsieur le Président,

Le rapport du Secrétaire général montre clairement que la responsabilité de protéger est un concept large, dont l'élément essentiel est la prévention, et qu'il est l'affaire de tous. Des Etats, en premier lieu, qui trouveront dans ce rapport un rappel à mettre en œuvre les mécanismes nationaux et internationaux à même de prévenir, par le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'apparition de situations favorables à la réalisation des quatre crimes concernés.

Mais c'est aussi l'affaire de toutes les organisations régionales et internationales qui œuvrent, de manière directe ou indirecte, à la préservation des conditions de la paix.

C'est enfin le rôle des Nations Unies, qu'il s'agisse de ses différents organes, à commencer par le Conseil de sécurité, des services du Secrétariat général ou des fonds et programmes.

La France appelle les Etats, la communauté internationale et l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble à relever ce défi formidable, pour que plus jamais ne se produisent dans le monde ces crimes odieux et inadmissibles que sont les crimes de génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique ou les crimes contre l'humanité.

La France prendra toute sa place dans ce travail de tous les jours, que ce soit dans son action bilatérale avec ses partenaires, dans sa politique de développement, ou en tant qu'Etat membre des organisations internationales ou régionales auxquelles elle appartient.

Je vous remercie.

Mr. President,

In 2005, the heads of state and government meeting at the World Summit wanted to ensure that never again would we witness mass atrocities—those crimes of intolerable scope and cruelty that were all too widespread in the 20th century. For that purpose, they defined, by common agreement and by consensus, the principle of the responsibility to protect, which brings us here today.

That principle is in line with other legal frameworks and considerations. By virtue of both its preventive dimension and its operational aspect, which can, if necessary, result in a collective action under Chapter VII, it is a key element in the fight against mass atrocities, on a par with international humanitarian law, international human rights law and the international criminal laws.

Its emergence was made possible, let me remind you, by the conceptual leap made in the 1990s with the emergence of the right of humanitarian interference as formulated by France and by Bernard Kouchner, and which was ratified by several General Assembly resolutions. The Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, whose 60th anniversary we have just celebrated, also paved the way for the responsibility to protect.

The responsibility to protect is not a geographic concept to be implemented solely by developed nations. It was developed by prominent figures from every continent. Evidence of that fact is that article 5 of the Constitutive Act of the African Union in 2000 establishes the principle that the AU has the right to intervene in a member state when the Conference issues a decision in certain grave circumstances such as war crimes, genocide and crimes against humanity.

In fact, nations, the international community and the UN system have already been contributing to the responsibility to protect for a number of years now. Whether in Kenya in 2008 or in the Former Yugoslav Republic of Macedonia from 1992 to 1999, the international community demonstrated that it is possible to avoid the worst by mobilizing all of its stakeholders. Twice in 2006, the Security Council reaffirmed the provisions of paragraphs 138 and 139 of the final document of the 2005 summit in Resolution 1674 on the protection of civilians in armed conflict and in 1706 on the Darfur crisis. UNSC 1674 on the protection of civilians also made it possible to integrate human rights and international humanitarian law in more than a dozen peacekeeping operations, thereby making it possible to avoid mass atrocities.

The responsibility to protect already largely exists; our heads of state and government recognized it as a universal principle nearly four years ago. We are therefore meeting not to discuss the definition of the concept, but rather to debate the means to strengthen its implementation and its respect, as the secretary-general invites us to do in his report.

Mr. President,

France warmly welcomes the report presented by the secretary-general on this topic. We believe it is balanced and pragmatic.

The report proposes an approach that is both strict and in-depth, strictly defining the responsibility to protect against four crimes enumerated by the final document in 2005: genocide, war crimes, ethnic cleansing, and crimes against humanity. France will also remain attentive to

ensure that natural disasters, combined with the deliberate action of a government that refuses to provide assistance to its population in distress or to ask the international community for aid, do not lead to a human tragedy that the international community could only watch helplessly.

France welcomes the important role the report assigns to preventive action. This is a key component of the responsibility to protect through its definition of national sovereignty, which gives nations lasting obligations toward their people.

Nations' respect for human rights law, international humanitarian law and refugee law is the first step toward exercising responsible sovereignty and preventing the four crimes I just mentioned. We call on States, as the secretary-general does in his report, to fully adhere to the permanent international instruments pertaining to these rights and to collaborate with the institutions associated with them, whether they be the UN High Commissioner for Human Rights, the Human Rights Council or special rapporteurs.

The fight against impunity is also one of the preventive tools capable of preventing mass crimes. France encourages all nations that have not yet done so to become party to the Rome Statute on the International Criminal Court and to put in place national legal mechanisms to ensure that no grave crime goes unpunished.

The international community has a role to play in strengthening the capacity of States and helping them exercise responsible sovereignty in order to protect their people. The report lists a whole range of international and regional mechanisms, often linked to the institutions already mentioned. We encourage the UN system to work in partnership with nations on this, and to integrate the logic of the responsibility to protect in their programs.

Likewise, by promoting democratic governance and respect for the rule of law, development aid plays a major role in implementing the responsibility to protect.

Mr. President,

France shares the viewpoint highlighted in the report with respect to the balance of the three pillars. The responsibility to protect is certainly not only the response to a crisis situation, its success depends on the ability of all of us to strengthen the prevention of mass crimes. But the responsibility to protect would not be complete without the third pillar that gives it its meaning—that is, the international community's reaction when one of the four crimes is about to be or is being committed.

This reaction can be expressed through many means, as the report points out. It is not limited to an action by the Security Council, even though that body, as defined by the UN Charter, is essential. It also includes all pacific settlement of dispute measures provided by Chapters VI and VII of the UN Charter.

Mr. President,

The secretary-general's report clearly shows that the responsibility to protect is a broad concept whose key element is prevention, and it is everybody's business—and first and foremost that of the nations whom, this report reiterates, must implement national and international mechanisms

to prevent, through respect for human rights and fundamental liberties, the emergence of situations that could lead to the four crimes listed above.

But is also the business of all the regional and international organizations that work directly or indirectly on preserving peaceful conditions.

Finally, it is the role of the UN and its different bodies, beginning with the Security Council, the Secretariat General, and funds and programs.

France calls on nations, the international community and the UN as a whole to meet this formidable challenge so that never again will we witness such heinous and unacceptable crimes as genocide, war crimes, ethnic cleansing, and crimes against humanity.

France will be fully involved in this daily effort, whether through bilateral action with its partners, in its development policy, or as a member state of regional and international organizations.

Thank you.